L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 16 JANVIER 1895. Fondée le 1er septembre 1827.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI 16 JANVIER 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Macon, Denis & Kernaghan, à 11 Bourse des Encanteurs, actions et bons, bijouterie et argenterie.

Par D. E. Morphy, au No 518 (ancien No 86) rue Magazine, comptes à recevoir.

La Démission de M. Casimir-Périer.

Hier soir, vers les cinq heures, nous recevions, de Paris, une dépêche spéciale nous annonçant un fait étrange : la démission de M. Casimir-Périer, président de la République Française.

A l'heure où nous écrivons ces lignes nous ne savons encore quelle série d'incidents a pu motiver cette lamentable détermination.

Il n'y a pas encore six mois qu'il a été élu président de la République. Le vote, on se le rappelle, a eu lieu le 27 juin, trois jours après l'exécrable assassinat de M. Carnot.

Il y avait 853 votants, dont 300 sénateurs. M. Casimir-Périer a obtenu, au premier tour du scrutin, 451 voix. Il était donc élu d'emblée à une majorité de 17 voix sur tous ses concurrents réunis.

La nouvelle de cette démission, tout à fait inattendue, a produit, ici, hier soir, une immense sensation. Elle faisait le sujet de toutes les conversations.

C'est que ce n'est pas un homme ordinaire que M. Casimir-Périer. il est tout jeune encore—à peine 48 ans. Il est né en avril 1847. C'est le petit-fils du célèbre ministre de Louis-Philippe. Il s'appelle, en réalité, Jean Paul Pierre Périer. Mais en 1874, sous la République, par conséquent, il fut autorisé, ainsi que son père, qui était alors ministre de l'intérieur, sous la présidence de M. Thiers, à modifier son nom patronymique et à s'appeler Casimir-Périer.

Tout jeune encore, il s'éthit distingué durant la guerre franco-prussienne. Il faisait partie des Mobiles de l'Aube, qui avaient été appelés à Paris pour y partager les périls du siège. Par sa vaillante conduite devant l'ennemi, il mérita alors d'être cité à l'ordre du jour et fut décoré de la Légion-d'Honneur.

En 1874, il fut élu conseiller général du Département de l'Aube, à la place de son père qui avait donné sa démission, pour lui ouvrir la carrière politique.

A partir de la proclamation de la République, il s'était franchement et hautement déclaré partisan du nouveau régime; qu'il n'a cessé de servir fidèlement et ardemment, depuis lors. On le vit même, en 1874, engager une vigoureuse campagne électorale en faveur du général Saussier, candidat républicain, contre un ancien député Bonapartiste, M. Argence, et il contribua puissamment à faire élire le général.

En 1876, il était lui-même élu député dans l'arrondissement de Nogent-sur Seine, en qualité de républicain; sa profession de foi ne laissait aucun doute à cet égard. Il fit alors partie de ce que l'on appelait, à cette époque, la Gauche Républicaine, et il fit partie des 363 qui, dirigés par Gambetta, déterminèrent la chute du cabinet de Broglie.

Depuis longtemps, comme on le voit, on savait en France qu'il y avait en Jean Casimir-Périer, un républicain loyal, éprouvé.

Aux élections suivantes, même succès, contre un candidat bonapartiste. M. Bardoux, ayant été appelé au poste de ministre de ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, dans le premier Cabinet républicain, en fit son sous-secrétaire d'Etat.

Ne pas oublier, en effet, que M. Casimir-Périer a fait de très fortes études littéraires et historiques, qu'il porte un haut titre universitaire et qu'il est licencié es-lettres.

Après la retraite du Cabinet Dufaure, M. Casimir-Périer, alors membre du groupe de la gauche républicaine se faisait réélire à Nogent-sur-Seine, contre un radical et prenait rang dans le groupe de l'Union républicaine. Mais, à la suite du vote qui excluait de toute fonction publique les membres des familles qui ont régné en France, il donnait sa démission de Député, ne pouvant, disait-il, concilier ses devoirs de famille avec la conduite que lui dictaient sa conscience et ses sentiments républicains.

Il fut cependant réélu peu après et nommé peu après sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre, sous le général Campenon.

Ayant conquis, à force d'intelligence et d'activité, une puissante influence sur la majorité républicaine, il fut élu vice-président de la Chambre et président de la commission du budget, en 1890.

On sait le reste : ses succès comme Président du Conseil et Président de la Chambre des Députés. C'est de ce poste qu'il occupait lors de l'assassinat de M. Carnot, qu'il passa à la Présidence de la République Française.

M. Casimir-Périer unit à une rare fermeté une très remarquable habileté administrative, et son caractère élevé lui permet d'exercer une autorité que personne ne lui conteste. On sait que M. Carnot, avant de mourir, l'avait spontanément désigné comme son successeur.

Comment un pareil homme a-t-il été amené à donner ainsi sa démission? La nouvelle quand elle s'est répandue dans Paris, y a provoqué une véritable consternation, nous dirions volontiers de la stupeur. Personne ne vonlait y croire. L'agitation était énorme dans les rues et les places publiques.

Il a bien fallu se rendre à la vérité, quand la nouvelle est devenue officielle. Voici, à peu près, dans quels termes il motive sa détermination, si nous en croyons les dernières dépêches :

Les débats et les votes qui ont eu lieu hier, à la Chambre des Députés, ne sont à ses yeux que des accidents secondaires; il y voit surtout une lutte engagée contre le régime parlementaire et les libertés publiques. Il espérait que le Président, privé comme il l'est, de tout moyen d'action, pourrait rester en dehors des luttes des partis et que tous lui accordaient la confiance et l'autorité dont il a besoin. Il espérait que ceux qui l'avaient élevé malgré lui à ce poste, où il ne peut se défendre lui-même, essaieraient de soutenir en lui la première magistrature de la République.

C'est pour ces raisons qu'il a donné sa démission, a-t-il déclaré. M. Dupuy, Président du Conseil, ainsi que ses collègues, sont priés de retirer provisoirement leur décision, afin d'assurer la transmission régulière de ses pouvoirs à son successeur. Ils devront convoquer le Parlement immédiatement dans ce but.

Que va-t-il se passer ? Personne ne le sait encore. On parle de la candidature de M. Brisson ; mais il est aussi question de la réélection de M. Casimir-Périer. Il est probable qu'avant 24, tout au plus 48 heures, cette etrange question sera décidée.

Guibollard se trouvait dans un salon ; entre une dame sur le compte de laquelle on venait de déblatérer.

—Ah! ma chère, s'écrie la maîtresse de la maison, de son air le plus gracieux, nous parlions justement de vous tout à l'heure.

—Oui, madame, ajoute Guibollard en s'inclinant, la conversation était tombée sur vous..... à bras raccourcis.

Une crise ministérielle en France.

Encore une crise ministérielle en France, mais, cette fois, à propos d'une question où la politique proprement dite n'a rien à voir. Voici la chose en quelque mots.

En 1883, le gouvernement fit avec des compagnies de chemin de fer un contrat en vertu duquel il il garantissait l'intérêt sur leurs bons, en retour du privilège qu'il aurait désormais de faire le transport de ses troupes et de son matériel de guerre sur ces lignes. Une contestation s'éleva bientôt entre le gouvernement et les compagnies sur la question de durée de cette garantie : le premier prétendant qu'elle devait cesser en 1914 ; les secondes, qu'elle devait être perpétuelle.

Il y a quelque temps, M. Barthou, ministre des travaux publics, voulant exiger que les compagnies reconnûssent que la garantie expirait en 1914, celles-ci refusèrent. Il y a, en France, une autorité légale qui est appelée à juger ces sortes d'affaires, en dernier ressort; c'est le Conseil d'Etat. Le litige lui avait été récemment soumis, non seulement par les compagnies, mais par M. Barthou lui-même, en qualité de ministre des travaux publics et au nom du Cabinet dont il était membre. Le Conseil d'Etat décida en faveur des compagnies. Contrairement à ses vœux et à son opinion, mais forcément, par respect pour une juridiction qu'il avait reconnue lui-même, puisqu'il avait porté l'affaire devant elle, accepta avec résignation le décret ; mais M. Barthou, plus directement frappé, donna immédiatement sa démission.

Jusque-là, rien d'extraordinaire ni d'inquiétant. Il était facile de remplacer M. Barthou, s'il persistait à ne pas reprendre son portefeuille.

C'est alors que les politiciens se sont jetés dans la mêlée pour embrouiller les débats et faire pièce au Cabinet. Naturellement et nécessairement, ce sont les radicaux qui ont engagé la bataille.

Comme le disait récemment un homme d'Etat distingué et, un républicain de la vieille roche : "ils sont là dix à douze orateurs de la gauche—toujours les mêmes—qui font, à eux seuls, plus de bruit que tout le reste de la Chambre, et qui se sont donné pour mission d'embrouiller toutes les questions, de gâter toutes les situations."

Il s'offrait à eux une excellente occasion de renverser un ministère. Ils ne l'ont pas laissé s'échapper ; ils l'ont saisie au vol.

Les accusations sont tombées dru comme grêle sur le Cabinet.

—Vous n'aviez pas le droit de porter l'affaire devant le Conseil d'Etat, clamait M. Millerand, le socialiste.

—Pardon, répondait le président du Conseil, M. Dupuy ; mais c'est, d'après la constitution, le juge en dernier appel, en pareille matière. La Chambre elle-même a reconnu sa compétence.

—Vous deviez ne pas reconnaitre cette décision, répliquait-on à gauche.

—Erreur, faisait M. Dupuy ; nous n'avions pas le droit de casser une décision d'une Cour de justice. Nous vivons sous le régime de la séparation des Pouvoirs.

—Vous deviez tous donner votre démission. Tous, vous étiez engagés comme M. Barthou, reprenait M. Millerand, qui tenait absolument à jouer, comme toujours, son rôle de pourfendeur de Cabinets.

—Autre erreur, faisait M. Dupuy. M. Barthou a vu, à tort, dans cette décision, une affaire personnelle. Il n'a pas voulu céder aux compagnies. Il a donné sa démission. Nous ne sommes pas dans le même cas.

C'est alors qu'est survenue l'avalanche des ordres du jour, les uns approuvant, les autres, en plus grand nombre, nous devons le dire, blâmant le ministère. Comme à l'ordinaire, il s'en est nécessairement trouvé un dont le vote devait forcer le Cabinet à se retirer. C'est ce qui a eu lieu.

La preuve que les ministres étaient au fond dans leur droit et que la question n'était pas bien nettement résolue, c'est qu'après le départ du Cabinet la Chambre a dû adopter un ordre du jour réservant désormais les droits de l'Etat en matière de garantie des intérêts de chemins de fer. Voilà la chose jugée, soit. Mais ce jugement seul prouve clairement qu'elle ne l'était pas auparavant.

Ce qui résulte en définitive de cette affaire, c'est une crise ministérielle de plus, qui ne changera absolument rien à la situation politique.

C'est probablement M. Bourgeois qui va succéder à M. Dupuy, pour jouer à peu près le même air que lui. Le jouera-t-il mieux ou plus longtemps que son prédécesseur ? c'est ce que l'avenir nous apprendra.

Les Italiens en Abyssinie.

A Rome, on commente beaucoup les déclarations faites, dans un interview, par un officier supérieur, qu'on dit être le général Orero, sur la situation. Ces observations ont une grande autorité, car le général Orero a commandé en Afrique avant Baratieri. Or, il voit un péril imminent dans la probabilité d'une coalition des chefs du Tigré avec un mouvement des Derviches au Nord, et il juge les forces italiennes insuffisantes pour résister à tous ses ennemis.

Suivant lui, il serait nécessaire d'envoyer 3,000 hommes, au moins, de renfort en Afrique.

Dans les sphères officieuses, on prétend que Baratieri n'a pas besoin de nouveaux renforts ; toutefois, on avoue que, dans un avenir peut-être rapproché, il pourra avoir plusieurs ennemis sur les bras.

L'annexion des îles Hawaii.

Il nous étonnait de ne plus entendre parler des îles Hawaii et du désir si vif dont sont possédés ceux qui les gouvernent on les exploitent, d'être enfin annexés aux Etats-Unis. Ce désir, nous le concevons ; grâce aux produits qu'on en tire et aux industries qu'on y exerce, elles trouveraient un grand avantage à être unies à notre république. C'est même dans ce but qu'on les a républicanisées elles-mêmes, un peu malgré elles.

Reste à savoir si cette annexion est du goût des Etats-Unis ; jusqu'ici il n'y paraît guères et le gouvernement a déjà décliné l'offre qu'on lui a faite. La conduite qu'a tenue, en cette circonstance, le Président Cleveland est peut-être ce qu'il y a de plus digne d'éloge dans toute son administration. Il est resté, d'un bout à l'autre de cet imbroglio, d'une correction parfaite, et jusqu'ici le Congrès a semblé être en tout point de son avis. Nous ne croyons pas qu'il soit disposé à changer d'opinion.

Qu'il convienne à quelques centaines d'intéressés dans la production sucrière, la principale industrie des îles Hawaii, d'entrer dans l'Union pour pouvoir profiter des avantages que le Congrès accorde ou est censé accorder ici aux cultivateurs de la canne ou de la betterave, cela est possible ; mais les Etats-Unis ont-ils le même intérêt à s'annexer cet Archipel ? Il est permis d'en douter. En supposant qu'ils aient à gagner quoi que ce soit à cette conquête, est-il bien sûr qu'elle ne doive pas leur occasionner beaucoup plus de tracas qu'elle ne vaut ; qu'elle ne doive pas leur coûter beaucoup plus qu'elle ne leur rapportera ? Nous avons là-dessus des données certaines. La république nouvelle est une assez mauvaise plaisanterie. Le gros de la population du pays, c'est-à-dire la masse des Canaques est parfaitement incapable de se gouverner elle-même. Quelques centaines d'étrangers qui y font des affaires considérables y dirigent tout et forcent la main à une population qui n'a aucune force de résistance et ne comprend pas un traître mot de politique. Elle se laisse mener par le nez par des étrangers qui font du pays ce qu'ils veulent ; voilà la vérité vraie. Une république ainsi constituée et perdue au fond du Pacifique, à une grande distance de la Californie, ne peut être qu'une source d'embarras et de dépenses pour le gouvernement de Washington.

La Prime devant le Comité des Allocations.

La bataille est encore une fois engagée à Washington, devant le Comité des Allocations en faveur de la prime de 1894. MM. Boatner, Caffery, Blanchard, Price, Meyer, ont, de nouveau, comparu devant le Comité et développé les raisons qui militent en faveur du paiement de la prime.

Hélas ! toutes ces raisons ont été déjà exposées et fort éloquemment, plutôt dix fois qu'une, dans la Presse et au Congrès. Tout le monde sait que, comme vient de le répéter encore M. Blanchard, les travaux de culture étaient en train depuis huit mois, quand a été votée la malheureuse loi Wilson et qu'il ne restait plus qu'à couper la canne et à la rouler. Tout le monde sait que nos planteurs avaient la foi la plus profonde dans le paiement de la prime de l'an dernier, même après le vote du nouveau tarif ; sans quoi, ils se fussent bien gardés de faire tant d'améliorations, tant de dépenses, dont il leur était impossible de s'acquitter, sans cette prime. En supposant que le Congrès voulût user de la plus grande rigueur envers nos producteurs, tout ce qu'il pouvait faire, c'était de dire : à partir de la fin de la récolte actuelle vous ne toucherez plus un sou du trésor. C'était son droit que personne ne conteste.

A quoi bon donc tous ces témoignages actuels, tous ces interrogatoires qui n'apprennent rien de nouveau à personne. Nos représentants à Washington ne se montrent pourtant pas bien exigeants; ils ne réclament même pas toute la prime, ils tiennent compte du droit de 40 pour cent et ils supplient le Congrès de combler simplement la différence qu'il y a entre ce droit nouveau qui est insuffisant et la prime de deux cents abolie. Qu'en coûterait-il ? Entre cinq et six millions de dollars. Ce n'est pas cette misère qui ruinerait le Trésor et elle sauverait six cents mille malheureux de la ruine.

La ruine, la misère, voilà le seul argument nouveau que l'on puisse faire valoir devant des législateurs qui restent sourds aux protestations faites au nom de la justice et de la légalité.

LETTRES DE GOUNOD.

Voici quelques phrases détachées de lettres inédites de Charles Gounod, qui, s'il fut grand musicien, fut aussi grand poète, et un grand cœur.

Le 7 mai 1866, Gounod, travaillant à son *Roméo et Juliette*, écrivait à M. Jules Barbier :

Un mot seulement, cher ami, pour te dire :

1, Que j'ai reçu ton admirable cinquième acte ;

2. Que pour la *Symphonie de la Mort* comme tu l'appelles, et qui est si ravissante à faire, je comprends, non pas un morceau sombre et funèbre, mais, tout au contraire, après les pleurs et les gémissements de tous ceux qui la *croient* morte, un préludе d'orchestre purement léthargique et d'une couleur *haschish* en quelque sorte, exprimant comme des hallucinations d'amour et de mystérieux bonheur qui doivent traverser son cerveau en laissant deviner *qu'elle n'est pas morte*, mais seulement endormie.

Il me semble que cette interprétation a non seulement l'avantage intrinsèque et absolu d'être vraie, mais encore l'énorme avantage relatif de séparer par une touche toute particulière les deux parties de cet acte si tragique.

Dis-moi ce que tu penses de cette idée.

Je crois que je tiens pour ladite symphonie quelque chose de très neuf. Ce n'est, après tout, que la réalisation instrumentale de cette parole du Frère Laurent :

Et les anges du ciel répondront : "Elle dort !.."

Mais y a là un effet de ton et d'orchestre qu'il serait peut-être fâcheux de perdre. Tu verras dans cette nuit sombre, en présence de ces sépulcres, quel beau et virginal contraste ! C'est comme une robe blanche !..... Et en quelque sorte une vision de somnambule !.....

Au poète Mistral il parle naturellement de Mireille et écrit :

Je demanderai aux airs de votre pays le conseil de leur coloris : ce me sera, pour la fête des arènes surtout, où se déroule la farandole, un secours puissant, dont je n'aurai garde de ne pas user. Donc pourriez-vous me faire parvenir des farandoles ? plusieurs..... je glanerai dans tout cela et, sans copier, je m'assimilerai la teinte et le caractère des mélodies. C'est ce qu'a fait notre illustre Auber dans *sa tarentelle* de la *Muette*.

Enfin, voici l'une des dernières lettres du grand musicien ; elle est datée du 4 juin 1893 et adressée à M. Saint-Saëns :

Mon petit grand Camille,

Ton cher souvenir vient de m'arriver il y a une heure et j'ai eu trop de joie à le recevoir pour ne pas mépriser la fatigue que mes yeux peuvent trouver à y répondre.... Mais j'ai hâte de te parler, moi, de cette Phryné dans laquelle j'ai retrouvé toute la fraîcheur de ta délicieuse palette, si ferme quand il le faut et toujours du ton qu'il faut.

Tu me disais un jour que je ne me douterais jamais de ce que mes œuvres t'avaient *appris* en matière d'orchestration dramatique ; le fait est que je n'en sais rien ; mais ce que je sais, c'est que tu devrais bien me le *rapprendre*....

Tu me parles de ton *supplice* de jouer du piano ! Que voilà un supplice que j'aurais payé cher ! Mais..... *assueta vilescunt*. Il n'y a que les confiseurs pour être dégoûtés des confitures. Je suis retenu ici jusqu'au Grand-Prix—non des courses, mais de Rome....

Je t'embrasse aussi fort que je t'aime et te renvoie du fond du cœur ton *vale et me ama*.

M. JULES VERNE.

On ne saurait dire qu'il soit, à proprement parler, un écrivain ; car il n'a ni philosophie, ni science des mœurs, ni connaissance des caractères, ni sentiment du style, ni poésie dans l'imagination ; entre les innombrables volumes de son œuvre, on ne trouverait pas une page à citer pour les anthologies de l'avenir. Et pourtant il est quelqu'un, et il semble que son nom ne sera pas oublié, simplement parce qu'il aura possédé un don secondaire, mais qu'il faura possédé à un degré suprême : nous voulons parler ici du don de l'invention. Depuis vingt-cinq ou trente ans, grâce à cette faculté prodigieuse, il entasse aventures sur aventures pour la plus grande joie de plusieurs générations d'admirateurs ; et, en somme, comme le remarque Molière, ce n'est déjà pas si peu de chose d'amuser les honnêtes gens.

On a lu de lui jadis des histoires extraordinaires dont les héros, encore plus héroïques que ceux d'Alexandre Dumas, se promenaient dans des bateaux sous marins et dans des scaphandres perfectionnés au fond des océans ; d'autres traversaient l'Afrique en ballon ; d'autres pénétraient, je ne sais comment, en Islande, dans les entrailles de la terre et en ressortaient du côté de la Sicile, par le cratère d'un volcan en activité ; d'autres se faisaient enfermer dans un énorme boulet de canon et lancer à la surface de la lune ; d'autres découvraient le pôle Nord, et il faut en passer, et des meilleurs ; mais on n'a perdu le souvenir d'aucun, et on ne perdra jamais, en tout cas, la mémoire du frisson d'enthousiasme qu'on leur a dû, à l'âge où l'on n'est pas difficile encore sur la qualité de l'idéal.

Aujourd'hui, on connaît le dernier roman qu'a publié M. Jules Verne : *Maître Antifer*. On peut assurer que cela est admirable. Il s'agit d'un trésor, jadis enfoui en une cachette mystérieuse, par un Pacha facétieux. Des documents incomplets obligent, pour le retrouver, à des recherches fantastiques de l'équateur au Spitzberg ; et on se demande si ce merveilleux conte bleu n'a pas été écrit uniquement pour les enfants ; mais on doit croire alors qu'on peu d'enfance persiste toujours en nos âmes ; car on prend plus de plaisir aux aventures invraisemblables et mirifiques de l'étonnant Maître Antifer et de ses compagnons qu'aux élucubrations prétentieuses de certains feuilletonistes, vaguement frottés d'une pauvre, oh ! combien pauvre littérature !

M. ARMAND ROUSSEAU.

Quelques notes sur M. Armand Rousseau le nouveau gouverneur général de l'Indo-Chine :

M. Armand Rousseau est né à Tréflez (Finistère), en 1835. Il est entré à dix-neuf ans à l'Ecole polytechnique, puis il passa à l'Ecole des ponts et chaussées et fut nommé ingénieur de troisième classe en 1860. Sept ans plus tard, M. Rousseau fut attaché au port de Brest et pendant la guerre de 1870, il dirigea les travaux du camp de Conlie.

Lors des élections complémentaires qui eurent lieu dans le Finistère, le 2 juillet 1871, les comités républicains de ce département le choisirent pour un de leurs candidats. Elu député à l'assemblée nationale, par 58,838 voix, M. Rousseau alla siéger dans les rangs de la gauche républicaine.

M. Rousseau a fait partie en 1873 et 1874, de la Commission du budget et fut rapporteur du budget des travaux publics en 1874.

Aux élections du 25 février 1876, il échoua à la députation dans le Finistère où il était depuis le 8 octobre 1871, membre du Conseil général pour le deuxième canton de Brest. Il fut nommé, au mois d'octobre 1876, par M. Christophe, directeur des routes et de la navigation au ministère des travaux publics.

Aux élections de 1881, M. Rousseau se présenta à Morlaix et fut élu contre son concurrent monarchiste. Nommé le 30 janvier 1882 sous-secrétaire d'Etat des travaux publics, il conserva ce poste jusqu'au 7 août suivant.

Le 29 avril 1885, M. Rousseau devint sous-secrétaire d'Etat aux colonies et donna sa démission le 9 novembre suivant.

Candidat aux élections dans le Finistère, il avait échoué le 4 octobre avec toute la liste républicaine.

M. Rousseau a été nommé conseiller d'Etat le 19 janvier 1886.

Il a toujours occupé ce poste depuis lors.

On se rappelle la mission dont il fut chargé dans l'isthme de Panama et le bruit que fit la publication de son rapport par le *Temps*.

Voyageurs arrivés à l'hôtel Grunewald.

F Magin, Passe Christian ; Ben H Pring, St-Jacques, Lne, Mme E L Hart, Mlle Gussie Hart, Mlle C Hart, Gen W W Fagan, Kansas City ; J H Dennie, W B Millory, Minneapolis ; F D Cline, Springfield ; T F Williams, Biloxi ; Phil A Starck, F J Miniter, A E Yorkliter, J Donthis, Jno J McGrath, Chicago, Ill ; Chas W Prevost, St-Louis ; J T Lay et femme, Mlle Laura M Turner, Winona, Miss ; Wm Foxen et femme, Mlle Foxen, Détroit, Mich ; J H Dowe et femme, Davenport, Ill ; B Graham et femme, Mlle Phetral Bending, Rockford, Ills ; Mme C L Hauck, Mme H L McKay, Clarion, La ; P O Keefe, Dubuque, Iowa ; Flo ian Glauque, Cincinnati ; J J Fletcher, Kansas City ; Mme Mary C Drigys, St Louis ; W C Flanagan, New York ; Mlle Jeanne Scruggs, Nashville ; Sam Weil, Alexandrine ; L A Belmons, Phila ; W H Wisting, Chicago ; Isaac Bich et femme, Boston ; Mme Geo Newell, Maxwell, Gie ; Mme I S Boynton, New York ; Mme F A Haunden, Geneva, New York ; Leon E Hirsch, Louisville ; H Cohen, New York ; E Peckhorn et femme, New York ; Mlle Peckhorn, New York ; Mme Frédéric Hooker, Mlle Hooker, Minneapolis ; R Kirschow, New York ; F L Buck, Omaha ; O D Berwick Jr, Ste Marie ; Jeff E Storke et femme, Auburn, N Y ; Mme J Francis, Mlle M F Conner, Boston, Mass ; C W Paine, Albert Manuel, Louisiane ; H Powers, Nashville ; H J Blackaney, Evansville, Ind ; J E Van Derhoof, Rockport, Ill ; V H Pace, St-Louis ; J O Berg, New York ; E Baume, St Louis ; Geo S Lacey, Kentwood, Lne ; Elis Wright et femme, Houma, Lne.

D. MERCIER'S SONS

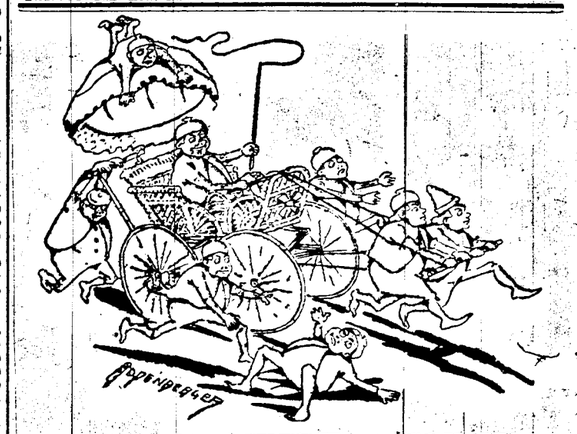
Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales

Vêtements confectionnés, Chapeaux et Articles de toilette pour messieurs et enfants.

Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à 10 heures, et fermé le dimanche.

Coin des rues Dauphine et Bienville, à deux ilets de la rue du Canal, 2me district

Janv 92—1 an—mer. jeu. dim



W. G. TEBAULT,

POURVOYEUR DES BROWNIES.

La Maison qui Vend le Meilleur Marché au Sud.

MEUBLES EN GROS ET AU DETAIL.

37, 39 ET 41 RUE ROYALE, NOUVELLE-ORLEANS.

16janv—3m

ROSSI—Décédé hier mardi, 15 janvier 1895, à 7 1/2 heures P. M., JULIUS G. ROSSI, fils de J. B. Rossi et de feue Malia Herbez, à l'âge de 22 ans, natif de la Nouvelle-Orléans. Les amis et connaissances des familles Rossi et Herbez sont respectueusement invités à assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui, mercredi, 16 janvier, à 3 heures P. M., de la résidence de son père, J. B. Rossi, coin des rues Marais et St-Pierre.

MESSE FUNEBRE.

Une messe funèbre sera célébrée jeudi, 17 janvier 1895, à 10 heures du matin, à l'église du Sacré Cœur, rue du Canal, pour le repos de l'âme de HENRI MOLLE. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à y assister.

De la part de sa veuve.

13 jan—13 15 16

MESSE FUNEBRE.

Il sera célébré mercredi 16 courant, à l'église Immaculée-Conception, rue Baronne, près Canal à 8 heures A. M., une grand messe de requiem pour le repos de l'âme de feu JOHN LÉOPOLD MERCIER. Les amis et connaissances sont respectueusement priés d'y assister.

13 janv—3f

Nous Garantissons la Pureté de nos Produits.

—TELEPHONE 1010.—

TO-KALON

DEPOT DE VINS.

Anciens No 129, Nouveaux Nos 537 & 541

Rue Royale, coin Toulouse,

NOUVELLE-ORLEANS.

VINS ROUGES,

Vins Blancs, Mousseux et Riesling

TO-KAY.

Angelica, Muscatelle,

PORTO, SHERRY, CHABLIS,

Blackberry Brandy,

BRANDY

Le plus pur venant du Raisin, etc.

Tous les Ordres Sollicités sont Immédiatement Remplis.

Toute Marchandise achetée est délivrée sans frais à domicile.

PAUL N. VERNEUILLE,

SEUL AGENT.

24 août—1an

Compagnie de l'Hôtel St-Charles.

Nouvelle-Orléans, 13 Janvier 1895.

L'élection annuelle de cinq directeurs devant servir pendant l'année courante; aura lieu le LUNDI, 21 Janvier pro hâte, de midi à deux heures P. M., au bureau de MM. Hyams, Moore & Wheeler, No 33 rue Carondelet.

JOHN KILSHAW, Secrétaire.

13 janv—au 20

A VENDRE.

Tourteaux de Graines de Coton et Ecales de Graines de Coton.

PUECH & FRERET,

Nouveau Numéro 634 Rue Gravier.

7nov—6m dim mar ven

FER MIGNON

Très EFFICACE contre :

CHLOROSE ANEMIE FAIBLESSE

ENRICHIT LE SANG RÉTABLIT LES FORCES

DONNE APPETIT

PARIS, 28, rue Bergère.

FER MIGNON

AMUSEMENTS.

THEATRE DE L'OPERA.
SPECTACLES DE LA SEMAINE.
Jeudi, 17 courant.
LUCIE.
Samedi soir
NORMA
Avec Mme LAVILLE dans le rôle de NORMA.
Dimanche soir, 7 heures.
LE CHALET.
LE JOUR ET LA NUIT.
16 janv—2f

THEATRE ST-CHARLES
CE SOIR ET TOUTE LA SEMAINE.
Matinées mardi, jeudi et samedi à midi.
Le plus beau, le plus gai le plus risible de tous :
A BUNCH OF KEYS,
de Hoyt. Où "The Hotel Polished up to Date" Ada Bothner comme Idée. Chas W. Bowser, comme Snaggs et une splendide distribution.
La semaine prochaine—"The Prodigal Father."
15 janv—3f

ACADEMIE DE MUSIQUE.
Ce soir et toute la semaine.
Matinées Mercredi et Samedi à 1 heure.
La production supérieure de Canary et Le derer,
THE PASSING SHOW !
Directement du Casino de New York.
Semaine prochaine—SOL SMITH RUSSEL.
15 jan—5f

GRAND OPERA HOUSE.
Semaine commençant dimanche, 13 janvier.
M. RICHARD MANSFIELD
Représentant Dimanche Dr Jekyll & Mr Hyde ; Samedi en matinée Prince Karl, Mardi, Arms and the Man Mercredi en matinée et Vendredi soir Beau Brummell ; Mercredi soir, Scarlet Letter, Jeudi et Samedi, A Parisian Romance.
15 jan—5f

Grande Représentation de Gala
—A—
L'OPERA FRANÇAIS,
Mercredi, 16 Janvier 1895.
—Pour le Bénéfice du—
Eye, Ear, Nose and Throat Hospital
LES HUGUENOTS,
Avec les Principaux Artistes.
Entrée Générale, un dollar.
Les sièges réservés peuvent être retenus en s'adressant à M. H. Damens, au magasin de musique de Werlein, 135 rue du Canal, en payant extra, d'après le tableau des prix.
Comité de Réception :
W. B. SCHMIDT, Chairman,
Et tous les membres du Board of Trustees.
Commissaires :
CHARLES P. FENNER, Chairman.

Robert Parker,	Willis Stauffer,
Chapman Hyams,	James Legendre,
D. D. Avery,	Sidney Bradford,
Hannen Morris,	Jos. Stone,
Joseph Semmes,	Hugues de La Vergne,
Félix Puig,	John Tobin,
T. L. Bayne,	Walter Spencer,
Henry Stewart,	Oscar Putnam,
Willis Magginis,	H. P. Kernochan Jr,
Frank Leovy,	Morgan Whitney,
Chancey W. Snow,	Albert Baldwin Jr,
Aisène Périllat,	Wm Dearborn,
Howard Lyons,	Rudolph Specht,
Hawkins Norton,	Walton Glenny,
Albert Schwartz,	Sidney Ranlett,

Wilfred Miltenberger.
12 jan—au 16 inc

Crescent City Jockey Club.
RÉUNION D'HIVER
Commençant le 8 Décembre 1894. Continuant
100 JOURS.
CINQ COURSES PAR JOUR.
PLUIE OU BEAU TEMPS
C. H. BUSH, Directeur.
SHERIDAN CLARK, Secrétaire ;
R. W. SIMMONS, Juge Président.
Les courses commencent à 1:30 P. M. Prix d'admission au "Grand Stand," 50 cents.
4 déc—4m

Dissolution de Société.

Nouvelle Orléans le 1er janvier 1895.—J'ai ce jour vendu à M. Auguste C. Freitag mon intérêt et ma clientèle dans mon dépôt de Pharmacie Homéopathique et d'Instruments de chirurgie à l'ancien No 150 rue du Canal, et sollicite pour lui le patronage de mes amis et de mes clients.

T. ENGELBACH.

Me référant à l'avis ci-dessus ; j'annonce avec plaisir à mes amis et au public en général, que le continuerai les affaires de Pharmacie Homéopathique et d'instruments de chirurgie pour mon propre compte d'une façon aussi soigneuse et attentive que par le passé et maintiendrai strictement la haute renommée de la maison comme qualité supérieure de médicaments et d'instruments de chirurgie pour laquelle elle a toujours eu une si enviable réputation

AUGUSTE C. FREITAG.

6 janv—1 mois—dim et mer.